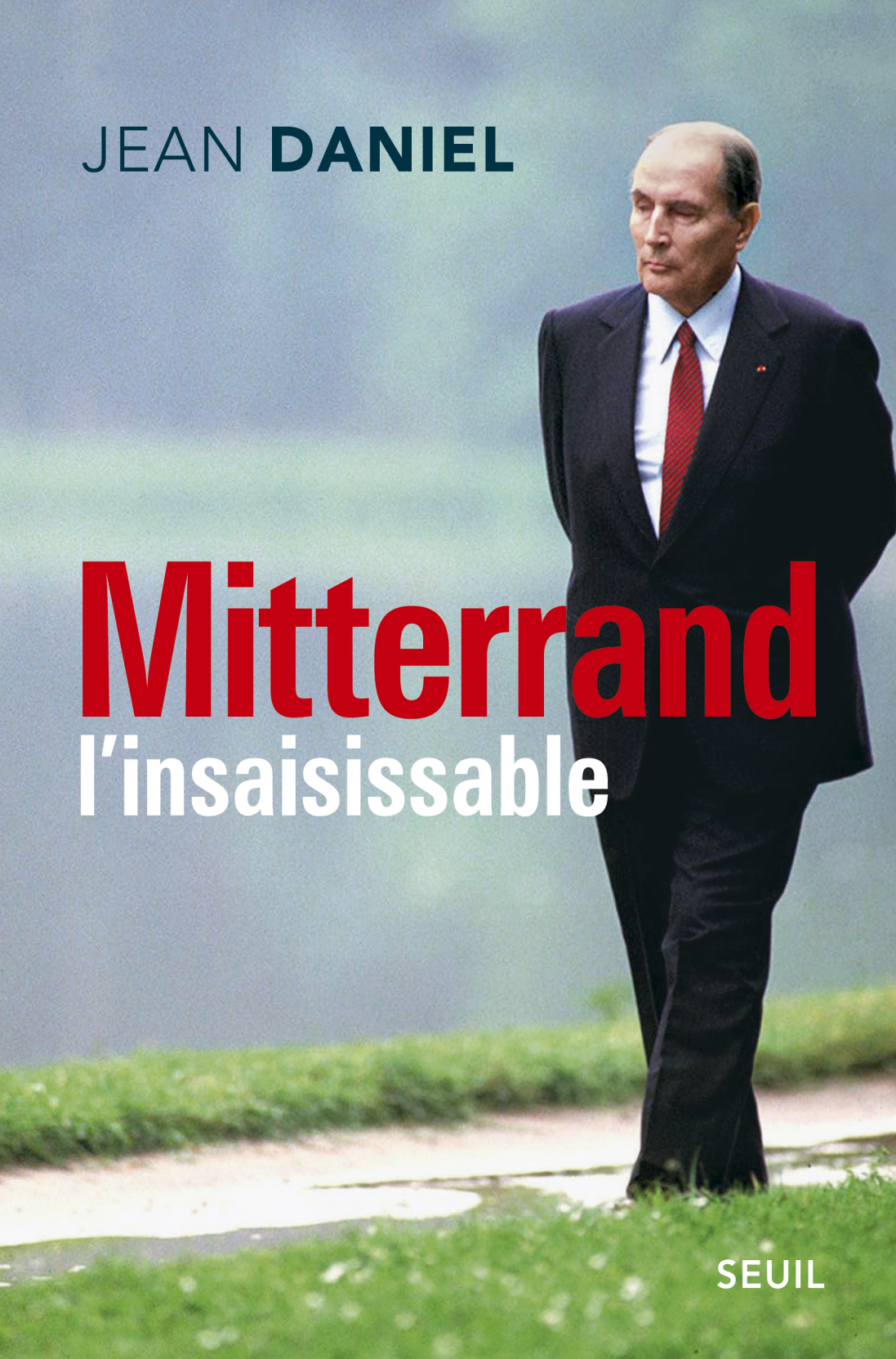
JEAN **DANIEL**

Mitterrand
l'insaisissable



SEUIL

Mitterrand
l'insaisissable

DU MÊME AUTEUR

L'Erreur, *Gallimard, 1954, présentation d'Albert Camus*

Le temps qui reste, *Stock, 1973, Prix international de la Presse*

Le Refuge et la Source, *Grasset, 1977, préface de Roland Barthes*

L'Ère des ruptures, *Grasset, 1979, préface de Michel Foucault*
Prix Aujourd'hui
De Gaulle et l'Algérie, *Seuil, 1986*

Les religions d'un président :
Regards sur les aventures du mitterrandisme
Grasset, 1988

La Blessure, *Grasset, 1992, Prix Albert Camus*

L'Ami anglais, *Grasset, 1994*

Voyage au bout de la nation, *Seuil, 1995*

Dieu est-il fanatique ? Essai sur une religieuse incapacité de croire,
Arléa, 1996

Avec le temps : carnets 1970-1998, *Grasset, 1998*

Soleils d'hiver : carnets 1998-2000, *Grasset, 2000*

Œuvres autobiographiques, *Grasset, 2002*

Lettres de France : après le 11 septembre, *Saint-Simon, 2002*

La Guerre et la Paix : Israël-Palestine (chroniques 1956-2003),
Odile Jacob, 2003

La Prison juive : humeurs et méditations d'un témoin, *Odile Jacob, 2003*

Cet étranger qui me ressemble. Entretiens avec Martine de Rabaudy,
Grasset, 2004

Avec Camus. Comment résister à l'air du temps, *Gallimard, 2006*

Israël, les Arabes, la Palestine : chroniques 1956-2008, *Galaade, 2008*,
préface d'Élie Barnavi et Elias Sanbar

Les Miens, *Grasset, 2009, préface de Milan Kundera*

Comment peut-on être Français ?
Écrits 1971-2011 sur l'immigration, le racisme et l'identité nationale
Les Belles Lettres, 2012, postface d'Hubert Védrine

Demain la nation, *Seuil, 2012*

Miroirs d'une vie, *Gallimard, 2013*

JEAN DANIEL

Mitterrand l'insaisissable

ÉDITIONS DU SEUIL
*25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e^*

ISBN 978-2-02-132847-9

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

© ÉDITIONS DU SEUIL, SEPTEMBRE 2016

La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement.

Rosa Luxemburg

Pourquoi ce livre ?

Tout au long des deux mandats présidentiels de François Mitterrand, du 21 mai 1981 au 17 mai 1995, j'ai publié presque chaque semaine un éditorial dans *Le Nouvel Observateur*, comme je l'ai fait dès la création de ce journal et continue à le faire jusqu'à aujourd'hui. Bien sûr, tous ces textes ne concernaient pas le seul président de la République, il s'en faut de beaucoup. Mais l'ampleur du personnage, sa stature, son intelligence, sa culture et son inépuisable ambiguïté le plaçaient bien souvent au cœur du débat politique, et donc de mes réflexions, de mes doutes et de mes attentes. Le reflet de mes espérances plus que celui de mes certitudes.

Sans doute François Mitterrand a-t-il inspiré nombre de chroniqueurs et essayistes, lesquels ont rédigé quantité de livres dont certains, excellents, demeurent fort utiles à la compréhension d'une figure politique aussi riche et complexe.

Mais en s'appuyant sur de nombreux souvenirs parfois très personnels, le présent ouvrage entend dessiner un portrait original, voire inattendu, d'une des personnalités majeures de la gauche française, et tout simplement de notre Histoire.

J. D.

Remerciements

La réunion de ces éditoriaux sur l'avant et pendant le règne de François Mitterrand n'aurait pas été possible sans la contribution attentive et compétente du service de documentation de *L'Obs* (Florence Malleron) et de mon ami Alain Chouffan. Sans oublier, c'est évident, l'accueil d'Olivier Bétourné et Jean-Christophe Brochier au Seuil.

Insaisissable ?

Rien ne m'attirait dans cet homme qui avait la maladroite franchise de manifester son ambition plus que son idéal et qui ne se déplaçait qu'avec une escorte d'amis trop zélés. Longtemps Mitterrand fut celui qui réussit sans plaire, progresse sans séduire, se fraie une place sans être accepté, il était de ceux à qui l'on trouve plus de précocité que de grâce et dont on admire davantage l'impatience que l'autorité. De ces êtres qui finissent par souffrir de leurs ambitions mêmes, parce qu'il leur faut toujours s'excuser de savoir les réaliser, tandis que d'autres, à la fois appelés par le destin et poussés par les hommes, parviennent au faîte sans qu'aucun ennemi trouve à y redire, sans qu'aucun rival en prenne ombrage. Dans les années cinquante, on n'en assistait pas moins à l'irrésistible ascension du plus jeune ministre de France. Pourquoi négligions-nous alors le fait qu'il était profondément indigné par l'injustice et que, dans ses différents ministères, son comportement était relativement progressiste ? Je me contentais d'apprécier qu'il sût et qu'il aimât écrire, chose rare dans la société politique actuelle. Son seul abandon était littéraire. Il rêvait, je crois, d'avoir le talent de Mauriac – qui le fascinait et qu'il fascinait – pour faire un livre sur Laurent le Magnifique. Mauriac trouvait bien révélateur ce choix des Médicis. Mais les soucis de

la stratégie lui importaient décidément plus que les démangeaisons de la création. Souvent il paraissait enfermé dans une solitude qui était celle des Fouché plutôt que celle des Cassandre ou des Cincinnatus. On n'est pas innocemment ministre de l'Intérieur.

Introduction

Première découverte,
dimanche 29 août 1976

Pendant la dernière semaine d'août, j'ai reçu un coup de téléphone d'Edith Cresson, cette jeune femme qui s'était présentée contre Abelin à Châtellerault et qui revenait de Latche, la propriété de François Mitterrand. Edith Cresson m'a dit : « Le premier secrétaire souhaite vous recevoir pour le week-end avec votre femme. » C'était la première fois que François Mitterrand m'invitait, alors que je savais que ses intimes ou les gens auxquels il accordait de la considération avaient tous fait ce fameux pèlerinage. J'ai répondu à Edith Cresson que j'en serais extrêmement heureux mais que je n'étais pas sûr d'être libre. Au téléphone elle a paru surprise qu'on puisse hésiter devant une telle invitation, que j'ai, bien sûr, finalement acceptée.

Dès mon arrivée à Latche, je suis surpris par le caractère familial, chaleureux, intime de tous ces amis qui entourent François Mitterrand. C'est exactement le contraire de ce qu'on peut parfois ressentir à Paris dans un contact en tête à tête ou bien quand on regarde François Mitterrand à la télévision. François Mitterrand, tout d'un coup, tandis que je faisais quelques pas dans la forêt qui entoure ses bergeries landaises,

a l'air de sortir d'un bois comme une sorte d'ours. Il porte un costume de garde-chasse avec des bottes et une casquette qui lui donnent une allure étrange. Il vient vers moi en regrettant de ne pas avoir été là au moment précis où j'arrivais, plein d'amitié, de rayonnement, de chaleur, un François Mitterrand pour moi jusque-là complètement inconnu. Il me demande aussitôt si je veux faire quelques pas dans cette forêt. J'accepte, et je remarque que nous suit un petit cortège, une petite colonie de ses amis qui restent à quelques pas en arrière, tandis qu'on me laisse la place d'honneur près de Mitterrand – ça doit être le cas pour chaque invité. C'est lui qui prend la tête, d'une sorte de pas de chasseur, cette fois-ci au sens militaire du mot. Alors qu'on m'avait dit qu'il avait été malade, il presse constamment le pas et me dit tout d'un coup en s'arrêtant : « Est-ce que vous aimez les arbres ? » Je réponds que c'est un sujet sur lequel je craindrais qu'il ne fasse un monologue parce que je ne lui donnerai pas de repartie, mais que depuis mon enfance j'ai en effet un grand respect pour les arbres, et qu'il m'est même arrivé de comparer mon père à un grand arbre. Alors il me dit : « Là, nous pouvons avoir un terrain commun, il suffit de les aimer, moi je vous les ferai connaître », et il commence à me parler des arbres, en particulier des arbres à résine, en faisant une véritable conférence, un amphithéâtre sur la façon dont on recueillait la résine dans l'Antiquité et dont on la recueille aujourd'hui. Il parlait des arbres comme il aurait parlé d'êtres vivants. C'est à la fois un numéro très au point, on sent que toutes ces choses-là il les a dites avant, mais à la fois il y a un désir de m'y intéresser de manière plus personnalisée, plus singularisée, qui fait que je ne me sens pas devant un acteur mais devant un ami qui a déjà parlé de ça à d'autres amis.

Les conversations commencent simplement avec une question brutale, un petit peu à la Malraux : « Pourquoi croyez-

vous, Jean Daniel, que j'aie tellement regretté de ne pas être président de la République ? » Je réponds : « Je ne sais pas. Je crois que personne n'aime l'échec, vous êtes fait pour la réussite », et je m'apprête à dire d'autres banalités lorsqu'il me dit : « Oui, je sens bien, vous allez me dire vous aussi qu'il y a mon aspect florentin, mon aspect Rastignac, il y a l'amertume de la défaite. Eh bien, non, vous vous trompez. Il y a bien sûr de ça et je ne suis pas exclu de ceux qui rêvent de la gloire, et quand on fait quelque chose on veut le réussir, mais ça n'est pas seulement ça. Vous savez ce que j'aurais fait si j'avais été président de la République ? Les trois premiers mois, j'aurais commencé par prendre des mesures irréversiblement socialistes de manière à installer et à enraciner en France un régime et une société nouvelle, et de manière à montrer au peuple français, surtout à tout le peuple qui a voté à gauche, pour les communistes et pour moi, à quel point je suis fidèle, et profondément et viscéralement, aux engagements pris. Mais trois mois après, une fois que ces mesures auraient été prises, eh bien il y aurait eu un incident avec les communistes. » Je dis alors : « C'est-à-dire qu'ils auraient créé un incident ? »

« Oh, certainement, ils auraient profité d'une grève, ils auraient profité d'une erreur, ils auraient profité d'un débat, ils auraient profité d'une manifestation suscitée par les gauchistes, par tous ceux qui parlent d'une stratégie de dépassement avant même que les choses soient arrivées, ceux qui veulent dépasser ce qui n'existe pas – on les comprend assez mal –, mais admettez que par inadvertance les communistes n'aient pas créé un incident, eh bien moi je l'aurais créé. »

« Mais vous auriez la C.G.T. ? »

« Oui, j'aurais eu non pas le Parti communiste, mais la puissante, la grande, l'énorme et gigantesque C.G.T., car dans vos journaux, et même vous, Jean Daniel, avec vos

amis vous vous trompez : ce qui est à craindre en France, ce n'est pas le Parti communiste, c'est la C.G.T. Avec nos nationalisations, nous allons aboutir à un gouvernement par les syndicats et par la C.G.T. des principales sources de la production en France, nous allons augmenter considérablement sa puissance, et c'est un fait que la C.G.T. sera l'arme du Parti communiste. En face de ça tout le monde me dit : "Mais vous, François Mitterrand, vous n'avez qu'un parti qui est divisé, qui grandit mais qui n'a pas d'enracinement, d'implantation en milieu ouvrier. Qu'est-ce que vous voulez faire contre la C.G.T. ?" Eh bien, moi j'ai mon arme. » Là, François Mitterrand garde le silence, voulant savourer un moment le petit secret qu'il veut garder sur sa force de dissuasion. Puis, se retournant puisque nous sommes encore en train de marcher sur l'un de ces chemins de cette forêt hérissée de ces immenses arbres à résine, il me dit : « Eh bien, moi, contre la C.G.T. j'ai la nation tout entière. »

« La nation ? Ça veut dire quoi ? »

« Mais en France, il y a une police, il y a une armée, il y a un peuple, il y a une opinion, c'est tout cela, la nation, et je les retournerai, moi, contre la C.G.T. » C'est la première fois que j'entends parler de la police et de l'armée comme d'armes populaires. Il continue : « Il n'est pas question de laisser faire aux communistes une occupation de terrain. Or il est dans leur destin d'occuper le terrain […]. »

Mitterrand se voit approchant la soixantaine, pressé d'occuper Matignon ou l'Elysée, et il ajoute en se retournant : « Vous comprenez, quand on a une vision aussi précise de l'avenir, une tâche si essentielle à remplir pour la France et pour l'Europe, du fait de la contagion à l'extérieur de tout ce qui se passe en France dans le socialisme français, quand on a des devoirs dictés par une situation historique, alors on ne peut plus s'embarrasser du Parti socialiste tel qu'en ce

moment il est constitué, déchiré. A ma rentrée, il faudra que les gens s'alignent. Je ne peux plus tolérer des actions sporadiques ou des francs-tireurs, ou des Etats dans l'Etat, ou des partis dans le Parti ; le Ceres devra ou s'aligner, ou se dissoudre, ou démissionner, ou sera expulsé. Martinet a fait des progrès, je le garderai ; Rocard, il faudra que ce soit non pas un lieutenant ni un dauphin, mais un volontaire, un militant. Ceux avec lesquels j'aurai le plus de difficultés, ce sont des gens que j'estime, qui sont de bonne foi mais qui sont crypto-communistes et ne s'aperçoivent même pas qu'ils empêchent par leur attitude le Parti communiste d'évoluer dans le bon sens. Ils sont chez nous, sans s'en rendre compte – parce qu'ils redoutent des trahisons, des déviations, des infidélités –, des agents inconscients du P.C. Au moment où j'ai une négociation si tragique à mener avec nos compagnons de route, au moment où des décisions s'annoncent, il me faut avoir le pouvoir à l'intérieur avant de l'avoir dans la nation française. Et puis je ne veux plus être embarrassé par ces amis qui se demandent s'il m'est possible d'accepter que Giscard continue à être président de la République alors que le Parti socialiste aurait gagné les élections. Eh bien, on verra ce qu'on fera de Giscard à ce moment-là. Pour l'instant, il faut occuper la place, il faut occuper le terrain. Et quand je rentrerai à Paris, je m'y prendrai pour me manifester comme ça, en force. »

I.

Premières années
1973-1980

Le destin de François Mitterrand

François Ceyrac, le patron des patrons, ne s'y est pas trompé : il vient de rendre le plus éclatant hommage au Programme commun de l'Union de la gauche en sortant de la réserve habituellement observée par le Conseil national du patronat français pour dénoncer publiquement ce programme. Il donne ainsi raison à Gilles Martinet, qui écrit dans son livre sur le système Pompidou : « Les deux partis, socialiste et communiste, ne sont jamais allés aussi loin dans un programme anticapitaliste susceptible d'une application immédiate. »

C'est un événement. Ce qui en est un autre, c'est que la conclusion de l'accord sur le Programme commun paraît nettement profiter au Parti socialiste. Tous les sondages, globaux ou partiels, le confirment et tous les meetings l'attestent. Il n'y a peut-être pas encore du côté des socialistes un grand parti : il y a en tout cas un grand électorat. Cette résurrection de la S.F.I.O. moribonde et ce rééquilibrage tant attendu d'une gauche où régnait seul le parti communiste depuis trente ans, c'est, en grande partie, l'œuvre d'un homme : François Mitterrand. Au bout d'une carrière qui se transforme en destin, c'est lui, singulièrement, qui incarne l'un des avenirs possibles des forces populaires. Comment cet homme du secret a trouvé l'audience des masses ; comment ce tacticien s'est

converti en militant, c'est une histoire qui reflète bien la situation française.

Je n'ai jamais été de ses intimes, bien que je le connaisse depuis 1954, époque où il fut ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Mendès France. Je débutais dans le journalisme et j'eus à l'accompagner en Algérie. Je n'avais pour lui aucune sympathie particulière : il me paraissait solennel et désinvolte. C'est même presque à contrecœur que j'ai apprécié son autorité au cours d'un voyage où il devait prononcer des propos qu'on lui reproche bien injustement aujourd'hui. On l'accuse d'avoir déclaré : « L'Algérie, c'est la France. » C'est au nom d'une véritable escroquerie intellectuelle que l'on présente aujourd'hui dans les livres ou dans les films l'affirmation de la souveraineté du pouvoir central comme le cri de guerre impérialiste. Pour les colons qui régnaient sur l'Assemblée algérienne et sur la police des trois départements algériens, l'Algérie, ce n'était pas la France : les lois qui étaient bonnes pour la Métropole ne l'étaient pas pour l'Algérie. En particulier, bien sûr, celles des lois qui visaient à faire des musulmans les égaux des autres Algériens.

Il n'est que de relire les commentaires de la presse française d'Algérie sur cette formule de François Mitterrand pour se soumettre à la vérité historique : en disant « l'Algérie, c'est la France », Mitterrand ne s'adressait pas seulement aux Algériens. Pourquoi Mitterrand n'a-t-il pas rectifié l'interprétation polémique que l'on fait tous les jours de sa phrase contestée ? Je l'ignore. Sans doute devait-il aussi déclarer : « La seule négociation en Algérie, c'est la guerre. » Inexcusable imprudence, mais, à l'époque de cette fâcheuse déclaration, qui savait ce que représenterait le F.L.N. ? Les traditionnels partis nationalistes algériens eux-mêmes étaient hostiles à cette

poignée de maquisards héroïques. Qui parlait de négociation ou d'indépendance ?

Vint le gaullisme, qui devait mettre un terme au projet qu'on lui prêtait d'être, avec Félix Gaillard, l'un des deux plus jeunes présidents du Conseil de la IV^e^ République. L'opposition procura à cet homme délivré de la préoccupation d'être ministre une exceptionnelle pugnacité polémique. La hardiesse acharnée de ses combats contre le régime en imposait à tous. Sa solitude devenait magnifiquement donquichottesque. Ce regard à la fois oblique et vague, cette bienveillance composée, ce sourire crispé trahi par une lèvre d'une inquiétante minceur, bref, tout ce qui ne passe pas à la télévision lors de ces impitoyables gros plans était oublié dès que, depuis son banc de la Chambre des députés, il tendait vers les représentants de « l'usurpateur » un poing vindicatif et iconoclaste qui ne serrait alors aucune rose. Et si, après tout, certains êtres avaient besoin de tout leur corps et non pas seulement de leur visage pour s'exprimer ? En tout cas, dans les milieux gaullistes, on finit par le haïr d'autant plus qu'il exaspérait le Général ; et, à gauche, on commença à le respecter.

Peut-être un moment son image souffrit-elle aussi de ce qu'on s'ingéniait sans cesse à l'opposer à Mendès France. Cela ne plaisait d'ailleurs pas plus à l'un qu'à l'autre. Mendès France appréciait peu qu'on mît à son actif la rigueur mais aussi un caractère impossible. Mitterrand supportait mal qu'on lui concédât une habileté « florentine » qui ne pouvait qu'impliquer une disposition suspecte pour l'intrigue. Peut-être certains d'entre nous n'ont pas connu le vrai Mitterrand parce qu'ils lui préféraient Mendès France.

Un correspondant de Bakounine déclare qu'il faut mourir plusieurs fois avant de devenir un homme, c'est-à-dire

survivre à des crises qui devraient être mortelles. La mort à laquelle Mitterrand a survécu, et qui devait le transformer, est cette sombre affaire dite de l'Observatoire, où il connut la puissance de la calomnie et la terrible bassesse de ses ennemis.

Si l'on n'est pas innocemment ministre de l'Intérieur, on ne l'est pas non plus impunément : la vengeance des policiers auxquels Mitterrand s'était courageusement opposé faillit le réduire au silence. Que le même homme ait été mis à terre dans de si invraisemblables conditions en 1958, pour ensuite être porté au pinacle, en 1965, comme candidat unique de la gauche à l'élection présidentielle, donne la dimension de son incroyable capacité de redressement, de son indomptable caractère aussi. On peut deviner ses pensées le soir où il réussit à mettre de Gaulle en ballottage. Il n'était pas encore accepté, n'avait pas encore triomphé des réticences et des préventions, il n'était pas sûr qu'on fût partout convaincu de sa bonne foi : et, pourtant, il s'était réimposé et la moitié des Français avaient voté pour lui. Survint alors une sérénité qui devait nettement atténuer cette pénible impression d'écart que l'on ressentait entre ce qu'il disait de manière plus ou moins théâtrale et ce qu'il pensait de manière plus ou moins mystérieuse. Il accédait lentement à l'authenticité. Cette zone d'ombre qui le séparait de tout interlocuteur se réduisait. Et quand, après mai 1968, il se convertit véritablement au socialisme, dont les principes fondamentaux lui avaient jusque-là échappé, il imposa la force de sa double sincérité : et sur ses convictions, et sur sa vocation.

Je le revois se confiant à Hector de Galard et à moi-même, un soir de désenchantement. Il était, comme d'habitude, arrivé très en retard au rendez-vous. Et, comme d'habitude,

il s'en était excusé sans conviction. Comment ces hommes peuvent-ils ne pas s'inquiéter de ce que disent d'eux ceux qu'ils font attendre, je me le suis toujours demandé. Mais il nous dit sa lassitude avec des accents qui ne trompent pas. Un homme politique s'était servi de notes d'écoute téléphonique pour l'informer de la trahison d'un ami et, devant ce procédé, son dégoût était si triste qu'il s'abandonnait devant nous dans une rêverie de fuite. La vie était si courte, la mort si présente, des amis disparaissaient qui avaient le même âge que lui ; pourtant le plaisir était précieux, la chair n'était pas triste et il n'avait pas lu tous les livres. Pourquoi continuerait-il de gaspiller sa vie dans les appareils des partis d'une gauche qui se refuse à renaître ? Il sut nous persuader que seule le retenait à la politique la vision nouvelle qu'il avait d'une humanité obscure, travaillant à se frayer une voie dans les taupinières de l'histoire que sans cesse barrait le capitalisme. Je découvris pour ma part un nouveau Mitterrand, et tout ce que j'ai dit plus haut m'autorise à le souligner. Le phénomène gauchiste l'avait fait revenir à des problèmes essentiels et à des lectures éclairantes. Il était tout heureux d'avoir trouvé dans Rosa Luxemburg cette pensée en effet précieuse et qu'il ne voulut pas oublier plus tard dans ses négociations avec les communistes : « La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement. »

Le voici aujourd'hui qui concentre entre ses mains les destinées du Parti socialiste après avoir triomphé de l'indéracinable Guy Mollet. Le voici devenu l'héritier de Jaurès et de Léon Blum, chargé à la fois de tirer la gauche de son folklore, de tenir tête aux partenaires communistes et d'imposer à la droite la loi populaire. Comment ce *leader* non charismatique a-t-il pu mériter sa chance ? Ne boudons pas en tout

cas sa réussite : elle est en partie celle de nos espérances pour la gauche. On va voir pourquoi.

Le dernier livre de François Mitterrand, *La Rose au poing*, est pour l'essentiel une entreprise remarquablement écrite de justification. A-t-il eu raison ou non de s'allier aux communistes, c'est son problème. C'était aussi le nôtre avant que les sondages ne démontrent que cette alliance a surtout profité au Parti socialiste. C'est un livre qui sonne juste parce que des actes en ont déjà confirmé les thèses. Mitterrand n'a fait aucune concession fondamentale aux communistes. Dans le dernier trimestre de 1972, la défense des juifs soviétiques le conduit à ajourner un voyage en U.R.S.S. Il prend ensuite l'initiative d'inviter les organisateurs du printemps de Prague, aujourd'hui en disgrâce, à une réunion des socialistes européens. Désigné enfin comme vice-président de la Deuxième Internationale, il obtient que le congrès en ait lieu à Paris en prenant le risque d'y voir Golda Meir, que les communistes détestent. Du même coup, Mitterrand affirme son autonomie et démontre aussi sa capacité à faire accepter cette autonomie par les communistes. Son propos le plus révélateur est contenu dans une réponse à Jean-François Revel : « Je n'ai pas à me préoccuper de savoir si les communistes sont sincères. Je dois veiller à ce que tout se passe comme s'ils l'étaient. » C'est une réflexion qui révèle aux amis une stratégie et aux partenaires un avertissement.

Cette stratégie doit être mieux connue pour inspirer confiance. Car, pour nous, la collaboration avec les communistes a posé un problème. Il y a quelque six mois, on considérait encore que, dans la société industrielle française – aux mains d'un capitalisme en expansion mais d'une bourgeoisie en crise –, le rôle des forces populaires pouvait être plus considérable dans l'opposition qu'au pouvoir en

raison de la nature du Parti communiste et de l'impréparation technique de la gauche. J'ai moi-même écrit qu'on ne « pouvait se servir du stalinisme ni pour succéder au capitalisme ni pour le renverser », et qu'il restait des séquelles staliniennes dans le P.C. français. Malgré les changements de la situation internationale et l'évolution de ses dirigeants, l'appareil communiste ne tolère pas encore pour ses militants le fameux droit de tendance qui est le symbole de la démocratie. Comme le P.C. est tous les jours injurié par la droite, on a évité tout débat national. Et, si les sondages n'avaient pas été positifs, si Mitterrand n'avait pas gagné son pari, nous aurions eu à regretter amèrement l'absence d'un tel débat.

Mais la responsabilité politique commande de ne pas revenir en arrière : nous sommes en présence d'une situation qui a rarement été aussi claire. A côté du P.C., sans lequel la gauche est impuissante, il faut qu'il y ait un grand mouvement populaire qui l'équilibre. Ce mouvement n'est pas le P.S.U., même soutenu par la C.F.D.T. Je le dis avec d'autant moins de joie que je me sens très proche de Michel Rocard et d'Edmond Maire. Le mouvement à renforcer, c'est le Parti socialiste, parce que, encore une fois, en face du Parti communiste, les laboratoires de réflexion ou de débordement ne suffisent pas. Je ne crois pas pour ma part que le choix soit entre une barbarie qui englobe la droite et la social-démocratie et un socialisme que les masses sécréteront spontanément. On ne peut pas faire tous les jours le procès d'un système et se dérober le jour où il est possible de le renverser. On ne peut pas expliquer que, dans presque tous les pays du monde, le socialisme c'est la barbarie et déclarer en même temps que nous avons à choisir entre le socialisme et la barbarie, en faisant espérer la réalisation d'un rêve qui s'éloigne chaque jour.

On ne peut pas s'opposer à un stalinisme au nom d'une doctrine qui implique des méthodes staliniennes. Le choix est entre un capitalisme qui *risque* de devenir barbare et un socialisme qui a des *chances* de répondre à nos aspirations si nous tirons la leçon des échecs passés.

De ce point de vue, le destin de François Mitterrand est, en partie, entre nos mains.

5 février 1973

Un mois pour changer la France

Sollicité par les partis socialiste, communiste et radical de gauche ; appelé par les centrales ouvrières d'Edmond Maire et de Georges Séguy ; encouragé par des personnalités qui vont de Pierre Mendès France à Michel Rocard, François Mitterrand sera donc, le 5 mai prochain, le candidat unique de toute la gauche à l'élection présidentielle. « Toute la gauche » signifie qu'il ne s'agit pas seulement des signataires du « Programme commun ».

Cette unanimité sans précédent compense un peu, pour François Mitterrand, le fait de ne disposer que d'un mois. Quatre semaines pour convaincre plus de la moitié des Français qu'il peut créer des conditions d'un véritable et profond changement de la société française, c'est peu. Mais les conditions sont bonnes.

Une partie du travail est déjà faite, négativement, si l'on peut dire, par ses adversaires. Les divisions de la majorité, avant même que la dernière pelletée de terre n'ait été jetée sur le cercueil de Georges Pompidou, ont offert à la nation un spectacle peu rassurant pour l'avenir. Singulièrement, et pour la première fois, c'est du côté des partisans des réformes, du mouvement, de la transformation que se réfugient la sérénité et l'unité.

Certes, pendant la campagne électorale, la vacance du pouvoir ne peut qu'aggraver la hausse des prix, la faiblesse du franc et la fuite des capitaux : ce « climat » économique profite en général à la droite. Pourtant, cette fois-ci, personne ne paraît compter sur un rebondissement possible de Giscard d'Estaing pour faire des miracles. Au surplus, il y a l'exemple des mineurs britanniques : ils ont maintenu leur grève et paralysé la Grande-Bretagne pendant une consultation électorale qui n'en a pas moins abouti à la victoire du Parti travailliste. Exemple qui montre bien que, dans certaines circonstances, les classes moyennes elles-mêmes en arrivent à se détourner des soi-disant experts qui se sont fourvoyés. Nous sommes, en France, dans des circonstances analogues.

Reste, évidemment, la part active de la campagne du *leader* de la gauche. Il ne s'agit pas tant de réaliser ce « Programme commun » qu'une commission tripartite s'apprêtait d'ailleurs à amender sérieusement. Il s'agit de définir les grandes options d'un président de la République dans le système français actuel. Sur les institutions : que fera François Mitterrand de l'Assemblée nationale ? Sur l'économie : quel plan d'urgence le candidat de la gauche préconise-t-il pour *réorienter la croissance* et non pas seulement pour la stimuler ? Sur la politique étrangère : Mitterrand pense avec humour que les communistes ne sauraient l'empêcher d'avoir avec les Etats-Unis les mêmes bonnes relations que Brejnev entretient avec Nixon. Et il pense, d'autre part, que le véritable anti-atlantisme se situe sur le plan économique de la lutte contre les sociétés multinationales.

Cela reste à préciser. La définition de ces options est d'une importance capitale pour montrer à la France et au monde que la victoire de la gauche lors de la prochaine élection c'est la promesse de la constitution d'un gouvernement largement populaire mais, en même temps, celle

d'une adaptation des masses françaises aux problèmes les plus modernes.

Et les problèmes « modernes » ne sont pas spécialement et uniquement ceux de la technologie. Les sociétés industrielles les moins influencées par le socialisme découvrent la nécessité de multiplier les centres de décision, de favoriser la spontanéité créatrice des groupes, de démocratiser en profondeur la vie économique. Jacques Chaban-Delmas a bien pu associer son nom, grâce à des collaborateurs heureusement choisis, à certaines réformes importantes. On peut même lui concéder l'habileté d'avoir eu recours, pour ces réformes, à la concertation. Mais qu'est-il arrivé ? D'une part, il a été désavoué par le patronat et une partie de la bourgeoisie. D'autre part, surtout, il a été conduit à faire reposer cette concertation sur des responsables, des dirigeants : les réformes ont été impopulaires.

Un homme surveille les vulnérabilités de la gauche. Il est rusé. C'est Edgar Faure. Il pense que, sous la IV^e^ République, les hommes de gauche allaient chercher une investiture à Washington et que, sous la V^e^, les hommes de droite doivent aller la chercher à Moscou. C'est ce qu'il a déjà fait – à son sens. Il pense que, si les communistes avaient vraiment voulu la victoire de la gauche, ils auraient présenté un candidat au premier tour. Il pense que les Français sont mûrs pour la résurrection de ce centrisme qui a gouverné la France pendant un siècle et que lui, Edgar Faure, incarne de manière rassurante et experte. Sur presque tous ces points, l'actuel président de l'Assemblée nationale se trompe, à notre avis, mais c'est au candidat de la gauche de le démontrer et de rendre évidentes les contradictions d'une manœuvre insidieuse.

Dès la semaine prochaine, les Français devront savoir de

la bouche de François Mitterrand comment, libre de toute chaîne et de toute dépendance, le candidat de la gauche se propose de devenir le président d'une république à vocation socialiste et antitotalitaire.

Ainsi, il nous aidera à l'aider.

8 avril 1974

Le nouveau « plan Mitterrand »

Nous adjurions, il y a trois semaines, François Mitterrand de nous « aider à l'aider ». De donner une justification politique à l'extraordinaire ferveur unitaire dont il bénéficie. De ne pas masquer la complexité des problèmes dans la démagogie nécessairement associée à tout combat électoral. Nous l'invitions, en un mot, à faire en sorte que sa candidature ne soit pas l'occasion d'un rassemblement folklorique des nostalgies, mais fasse l'union de ceux qui entendent affronter les nouveaux et gigantesques problèmes du monde moderne dans un esprit socialiste et résolument antitotalitaire.

Reconnaissons que François Mitterrand est allé au-delà de nos espérances. Rien ne peut nous autoriser, cette semaine en particulier, à bouder le rassemblement sans précédent opéré autour de sa personne. Notre « soutien critique », quelle que soit sa vigilance, a aujourd'hui beaucoup à soutenir et peu à critiquer. Ainsi de l'économie : nous ne savons pas si le nouveau « plan Mitterrand » aura l'occasion de « sauver la France ». Nous savons en tout cas qu'il a déjà sauvé l'honneur de la gauche. C'est un exploit qu'on ne saurait sous-estimer.

Jusqu'à maintenant, en effet, et depuis le Front populaire de 1936, les responsables des mouvements populaires pouvaient bien parfois être crédités de toutes les vertus : on leur refusait toute espèce de compétence dans le domaine, jalousement